

## RACHAT DE LA MAJORITÉ DES ACTIONS DE DJEZZY

## Qui sera l'associé algérien ?

**Les marchés boursiers internationaux ont réagi positivement à l'évolution du dossier de rachat par le gouvernement algérien d'une majorité d'actions dans le capital d'Orascom Telecom Algérie (OTA), qui commercialise le label Djazzy.**

Par Antar Benzaki

Au cours des trente derniers jours, l'action de Vimpelcom a gagné 9,28% de sa valeur sur la Bourse de New York, alors que celle d'Orascom Telecom Holding (OTH) a chassé le doute et grimpé sur la place londonienne. L'action de l'opérateur a connu une évolution de 15,56% au cours de ce mois, confirmant ainsi la grande tendance trimestrielle de + 25,93%.

Ces chiffres ascendants ont été consolidés par les dividendes versés le 29 novembre dernier à hauteur de 0,37 dollars pour chaque action de Vimpelcom qui compte 1 618 121 000 titres.

L'évolution positive à Alger du dossier Djazzy est susceptible de générer plus de profits aux actionnaires de ce holding russe.

Les dernières nouvelles relatives au retrait de Nadjib Sawiris et à l'arrivée du norvégien Jo Lunder à la tête d'OTH ne manqueront certainement pas de reconforter davantage les marchés et les investis-

seurs. Désormais, Vimpelcom détient 55,93% des actions du holding Orascom.

Car, au lendemain de la première opération de fusion qui a permis à l'opérateur russe d'acquérir 51,7% des actions d'OTH, Naguib Sawiris a troqué, en octobre 2011, 4,23% d'actions supplémentaires de son holding contre un prêt de 600 millions de dollars US.

## Le FNI, nouvel associé des Russes ?

Jusqu'à aujourd'hui, le Premier ministre Ahmed Ouyahia n'a pas encore ordonné l'ouverture d'un compte ou fonds spécifique à l'opération de rachat des parts de Djazzy.

La loi de finances n'a pas non plus apporté des éléments de réponse à la question de savoir qui sera l'associé algérien de Vimpelcom dans le capital d'OTA.

Le gouvernement a pour habitude de vendre aux étrangers des parts dans des entreprises algériennes mais n'a à aucun moment négocié le rachat en Algérie de parts dans



Photo : DH

D'où l'État va puiser l'argent ?

des entreprises à capitaux étrangers.

En principe, toutes les opérations de partenariat avec les opérateurs étrangers passent obligatoirement par le Conseil de participation de l'Etat (CPE), mais cette fois-ci une opacité totale entoure les mécanismes adoptés pour le rachat des parts de Djazzy et on ne sait pas encore d'où le gouvernement compte puiser les fonds nécessaires à cette opération.

Certaines sources affirment qu'à l'issue de l'évaluation de l'entreprise, le Fonds national d'investissement (FNI) et sera sollicité pour débloquer les fonds requis pour le rachat de Djazzy.

On indique que cette opération sera gérée de manière similaire à celle de la création de la filiale algérienne de l'assureur Axa. Après de longues négociations, la compagnie Axa Assurances Algérie (AAA) a été

créée selon la règle du 51/49% avec 15% du capital à la BEA, 36% au Fonds national d'investissement (FNI) et 49% à Axa.

Cette dernière a conservé tout le management mais il a été clairement stipulé que les décisions stratégiques doivent être prises par les trois associés.

Le FNI, qui a hérité des actifs de la Banque algérienne de développement (BAD), dispose d'une enveloppe financière qui avoisine le seuil de 1 000 milliards de dinars, sera accompagné probablement, ajoutent les mêmes sources, par une ou plusieurs banques dans l'opération d'accès au capital de Djazzy.

Le modèle Axa est celui qui sera certainement reconduit dans la gestion du dossier Djazzy, avec une prise de participation majoritaire algérienne dans les parts de l'entreprise et un management qui sera du ressort exclusif de l'opérateur Vimpelcom.

Cette option est dictée par les spécificités de la gestion de Djazzy, une entreprise qui fonctionne selon des normes propres, loin des contraintes du code des marchés publics qui a paralysé bon nombre d'entreprises publiques.

A. B.

## Le DG de la Pêche et des Abattoirs arrêté

**Hier en fin d'après-midi, le juge instructeur près le tribunal de Hussein-Dey n'avait toujours pas statué sur la suite à donner aux demandes formulées par le procureur de la République à l'encontre de six cadres relevant de l'Epic EGESAP.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Selon les premières informations, il s'agit d'une affaire de «gestion» relative à l'unité de l'abattoir de Ruisseau.

Au total, six personnes, dont le directeur de l'Epic de l'entreprise de gestion des abattoirs et

des poissonneries d'Alger étaient traduites, hier, respectivement devant le juge instructeur et le parquet relevant du tribunal de Hussein-déy.

L'enquête menée par la brigade de gendarmerie relevant de la compagnie de la même circons-

cription fait état de «mauvaise gestion et de détournement de deniers publics».

Selon notre source, c'est suite à une lettre anonyme faisant état de «malversation au niveau de l'abattoir de Ruisseau» que la brigade économique de la Gendarmerie nationale, a ouvert une enquête qui a abouti, dans un premier temps, à des poursuites judiciaires à l'encontre de cinq personnes.

La même source ajoute que l'enquête menée par la Gendarmerie nationale a duré plus de trois mois et a touché aussi bien les abattoirs situés au Ruisseau et Rouiba que la poissonnerie située à la Pêche et des Abattoirs d'Alger.

A. B.



Photo : Samir Sid.

L'enquête fait état de mauvaise gestion et de détournement de deniers publics.

## JUSTICE

## Peine capitale contre les assassins de militaires

La peine capitale a été requise, hier, en fin d'après-midi par le procureur de la République près le tribunal criminel de la cour d'Alger à l'encontre du principal mis en cause dans l'affaire «d'assassinat volontaire de deux militaires dans la région de Djelfa».

Au total, elles étaient six per-

sonnes contre lesquelles le représentant du ministère public a requis de lourdes peines, soit une peine capitale, une autre à vingt ans de prison ferme et trois autres à quinze ans.

Les six personnes, parmi elles l'ex-chef de l'organisation terroriste dans la région du Sahara, Mokhtar

Belmokhtar, actuellement en fuite, sont selon l'arrêt de renvoi impliquées dans plusieurs actes terroristes dont l'enlèvement et la participation à un homicide volontaire contre des militaires dans la commune de Oum Laâdam à Messaâd, dans la wilaya de Djelfa, en 2010.

Abder B.

## AÏN-TÉMOUCHENT

## Le moudjahid Bouchaïb n'est plus

Le moudjahid Ahmed Bouchaïb s'est éteint hier à l'âge de 94 ans, à la suite d'une longue maladie.

Le défunt, né en 1918, a rejoint le PPA à l'âge de 19 ans, soit en 1937, où il joua un rôle important dans le Mouvement national à l'instar de nombre d'Algériens jusqu'au moment où il intégra le groupe des 22 qui a préparé le déclenchement de la guerre de Libération. Le défunt a été arrêté par les forces coloniales en 1955 et emprisonné jusqu'à l'indépendance. Après l'indépendance, le moudjahid avait fait partie de plusieurs associations et organisations nationales dont la commission sur l'assassinat de Boudiaf en 1992 chargée de l'enquête. En cette circonstance, nous présentons à la famille du défunt nos sincères condoléances. «A Dieu nous appartenons et à Dieu nous retournons».



S. B.